

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : EUR 71/004/2013

AILRC-FR

23 avril 2013

République tchèque. Le gouvernement revient sur son engagement en faveur de l'éducation pour tous

Des groupes internationaux de défense des droits sont préoccupés par les récentes déclarations du gouvernement tchèque indiquant qu'il n'allait pas supprimer les écoles pratiques et qu'il maintiendrait des écoles maternelles et des classes préparatoires relevant de ce système. Le Centre européen pour les droits des Roms (ERRC), le Projet de justice Société ouverte (OSJI) et Amnesty International considèrent que ces dernières déclarations remettent en cause l'engagement pris dans la Stratégie gouvernementale de lutte contre l'exclusion sociale pour 2011-2015 et estiment que le gouvernement revient sur ses promesses.

Ces organisations ont envoyé au gouvernement, lundi 22 avril 2013, une lettre conjointe soulignant l'absence de progrès dans la mise en place d'une éducation pour tous bénéficiant aux enfants roms et aux enfants handicapés.

(<http://www.amnesty.org/fr/library/info/EUR71/003/2013/en>)

Le gouvernement tchèque doit faire de cette question une priorité et prendre immédiatement des mesures en faveur d'une éducation qui n'exclue personne. Il doit en particulier adopter un moratoire sur le placement d'enfants, notamment d'enfants roms et d'enfants handicapés, dans des écoles et des classes dites « pratiques », et entreprendre une révision exhaustive du système afin qu'il respecte les normes internationales et régionales en matière d'éducation et de non-discrimination et qu'il préserve à tout moment l'intérêt supérieur de l'enfant.

Il doit également commencer à mettre en œuvre les mesures de transformation progressive du système scolaire en place pour les « élève présentant un handicap mental léger », notamment l'élimination progressive des écoles pratiques dans un délai réaliste et leur remplacement par un enseignement général intégré au système ordinaire, conformément à la Stratégie.